**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 63 (2013)

**Heft:** 3

**Buchbesprechung:** Besprechungen = Comptes rendus

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 04.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

## *Schweizergeschichte / Histoire suisse*

Marc Vuilleumier: **Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864–1960.** Lausanne/Genève, Editions d'en bas, Collège du travail, 2012. 564 pages.

Véritable pionnier de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, Marc Vuilleumier a réuni dans un livre une série de ses articles, en collaboration avec la Fondation Collège du Travail et l'Association pour l'Etude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier (AEHMO). De la première internationale 1864 aux années 1960, l'ouvrage couvre une chronologie longue de l'histoire du mouvement ouvrier suisse et international. Parmi les thèmes traités dans le volume on trouvera les communards réfugiés en Suisse, les penseurs de la mouvance socialiste de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^, l'anarchisme, le socialisme libertaire, notamment. Il serait trop long de détailler ici les sujets abordés par les 22 articles qui composent le volume. De l'aveu même de l'auteur, la sélection a abouti à un échantillon de contributions inégales, dont la nature s'explique par leur fonction. Présentés à l'occasion de formations syndicales ou lors de colloques internationaux, ces textes s'adressaient à des publics très différents ce qui explique leur disparité. Ils traduisent également les espaces dans lesquels l'auteur a fait évoluer son objet et son engagement pour étudier, faire connaître et diffuser l'histoire du mouvement ouvrier.

On (re)lira certains articles qui ont fait date dans l'historiographie suisse comme l'introduction au volume sur la grève générale de 1918 publié à l'occasion du 50^e^ anniversaire de l'événement. L'auteur a également choisi de republier son article sur la police politique en Suisse (1889–1914).

Marc Vuilleumier a jugé utile de replacer ses contributions dans leur contexte en les coiffant de chapeaux explicatifs. Il les a également remis en perspective par des mentions de développements historiographiques ultérieurs à leur première publication. Le livre peut se lire dans sa première dimension, celle d'une collection de contributions à l'histoire du mouvement ouvrier et dans une seconde davantage historiographique. En effet, à travers ces lignes Vuilleumier donne à voir les développements de cette histoire. La longue introduction explique la démarche de l'ouvrage, la sélection des articles et offre une esquisse du parcours professionnel de l'auteur à l'intérieur comme à l'extérieur du monde académique. Plus qu'une autobiographie intellectuelle, ou un essai d'ego-histoire, ce qui n'est pas l'ambition de Vuilleumier, cette introduction constitue un riche témoignage sur les débuts de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, les acteurs qui s'en saisissent sans oublier leurs motivations et les conditions dans lesquelles ils ont travaillé. L'auteur nous rappelle que l'histoire du mouvement ouvrier a constitué un enjeu politique aussi bien à gauche qu'à droite. Ainsi replace-t-il l'histoire de cette histoire dans un contexte de longue durée en rappelant l'apport des socialistes et des communistes suisses tels que Karl Odermatt, ou l'engagement anticommuniste de Jacques Freymond de l'Institut universitaire des hautes études internationales, qui ne voulait pas laisser l'objet aux marxistes.

Les textes contiennent également de stimulantes réflexions sur l'écriture de l'histoire et la critique des sources. L'auteur s'est aussi attaqué à des sujets peu connus et difficilement connaissables à cause de lacunes documentaires. Par exemple, l'article consacré à James Guillaume, membre de l'AIT et surtout de la fédération jurassienne, montre les difficultés qu'implique une recherche quand les acteurs ne laissent que très peu de traces. Ces réflexions fécondes seront sans aucun doute utiles aux historiens du mouvement ouvrier qui sont confrontés aux mêmes problèmes.

L'auteur plaide pour une «histoire européenne de la Suisse» et, de fait, inscrit la Suisse et ses acteurs dans cet espace. Dans son article sur la police politique helvétique, il montre le poids des voisins dans la mise en place du Ministère public fédéral. Cette démarche concerne aussi d'autres acteurs dont les relations et les contacts à travers les frontières sont l'objet d'analyses fines. Dans cet article, l'auteur publie des lettres de Brupbacher à Monatte. D'un futur exclu à un autre, ces lignes offrent un éclairage sur la Russie des années 1921–1922 en évoquant le syndicalisme révolutionnaire, l'opposition à la guerre et la défense d'octobre.

Les larges extraits de sources cités dans quasiment tous les articles constituent une autre richesse de l'ouvrage. Ils donnent la parole aux acteurs et nous permettent de mieux saisir leur espace historique et leur état d'esprit. Grâce à l'index, on peut les suivre aisément tout au long de l'ouvrage.

Enfin, au fil de la lecture, l'auteur met en exergue des sujets encore peu (ou pas) traités, fournissant ainsi des pistes pour de nouvelles recherches.

*Alix Heiniger, Institut d'histoire économique Paul Bairoch, Université de Genève*

Jean Steinauer: **La République des chanoines. Une histoire du pouvoir à Fribourg.** Baden, hier+jetzt, 2012. 211 pages.

L'aumusse de petit-gris, habit d'apparat des chanoines du Chapitre de Saint-Nicolas de Fribourg, est à l'image de l'institution. Sa couleur, fusion du noir et blanc du Fribourg politique, reflète l'intime proximité du Chapitre avec le pouvoir depuis sa fondation en 1512 jusqu'à l'aube du XX^e^ siècle. Symbole d'un prestige évaporé, la précieuse fourrure n'est plus portée et se trouve mieux à son aise à l'abri d'une vitrine. Cette gloire passée, cette relation tantôt symbiotique, tantôt conflictuelle entre le sceptre et le goupillon, Jean Steinauer les ressuscite dans un ouvrage de commande. Le pari pris par le Chapitre en confiant la synthèse de son demi-millénaire à un historien laïque a pu lui sembler audacieux. Il faut en tout cas saluer la démarche du commanditaire qui a bien fait de choisir le «beau risque du savoir» (p. 7).

L'angle retenu est celui du rôle de l'institution dans la Cité, dans les affaires du diocèse, ainsi que dans la gestion et le développement du patrimoine culturel et artistique (notamment celui de la collégiale Saint-Nicolas, devenue cathédrale en 1925). La trame met en évidence les fluctuations du pouvoir du Chapitre au gré de ses relations avec le gouvernement et avec l'évêque d'une part, et au gré de l'évolution des rapports de forces entre la ville et les campagnes d'autre part. Ce dernier facteur influence grandement les finances et la sociologie du Chapitre. Exclusivement patricien à ses débuts, il s'ouvre d'abord prudemment à la bourgeoisie puis, à partir du milieu du XIX^e^ siècle, à un clergé rural ascendant. L'auteur ne néglige pas d'évaluer l'impact des tensions et bouleversements locaux et européens sur la marche de la maison. La rivalité avec Berne apparaît comme une constante. Elle est à l'origine de la fondation du Chapitre, car le Conseil de Fri-

bourg entend se doter des mêmes outils que la puissante voisine. La Réforme et la Contre-Réforme catholique font de Fribourg une citadelle où une part de l'autorité ecclésiastique échappe au collège. Le Conseil procède en son sein à une épuration, chassant les chanoines soupçonnés de sympathies pour la Réforme. Cette campagne profite du reste essentiellement à Berne, où s'exile la fine fleur des indésirables.

Faire l'histoire du Chapitre, c'est aussi faire, en creux, celle du diocèse et celle des jésuites à Fribourg. Avec ces derniers, les chanoines devront rapidement apprendre à partager. La chaire de Saint-Nicolas qui leur échoit et le Collège Saint-Michel qu'ils fondent en 1582 leur assurent une emprise grandissante sur l'élite sociale. Le Chapitre parvient mieux à tenir l'évêque en respect. Si le gouvernement tire pour sa part avantage de la présence des jésuites, il n'a pas plus d'intérêt que les chanoines à voir l'évêque s'installer en terre fribourgeoise. Appuyé de ce côté, le Chapitre a les mains libres pour administrer lui-même le diocèse dans les faits. L'identité de vues n'empêche cependant pas la rivalité. Le clergé s'accrochera ainsi aux registres d'état civil, outil essentiel de contrôle social, jusqu'en 1874. L'imbrication du spirituel et du temporel se manifeste jusque dans les manuaux du Chapitre. Ils intègrent des extraits des délibérations du Petit-Conseil, qui s'autorise pour sa part d'importants franchissements en promettant l'excommunication aux fauteurs de troubles ou en interdisant de dispenser la communion ailleurs qu'à Saint-Nicolas en période pascale. La préséance du politique est signifiée aux masses dans les clés de voûte de la collégiale qui, à l'imitation du modèle bernois, sont ornées des armoiries des conseillers. Cette tradition d'illustration du gouvernement de droit divin sera reconduite en 1936 dans l'un des somptueux vitraux de J. Mehoffer.

A compter de la République Helvétique, l'influence politique du Chapitre ira diminuant. La tendance se renverse et ce sont désormais les évêques (Yenni puis Marilley) qui tiennent le haut du pavé. Le XIX^e^ siècle est marqué par les luttes intestines. Le Chapitre est politiquement moins monolithique et, dans le long combat du conservatisme contre le libéralisme et le radicalisme à Fribourg, son rôle est plus difficile à dessiner. Sur le plan culturel, l'impact des chanoines est également déclinant. Ils n'ont plus les ressources nécessaires pour animer la vie intellectuelle et orienter le clergé dans le sens ultramontain voulu par les jésuites. Cette impulsion vient du clergé moyen (cercle confidentiel de la «Petite Eglise» et ses avatars). La République chrétienne de G. Python et l'Université, foyer dominicain, relèguent bientôt le Chapitre dans un rôle mineur. La transformation de la collégiale en cathédrale et la remise des clés à l'évêque Besson signe le dernier acte de normalisation.

L'épilogue se clôt sur l'évocation de chanoines du XX^e^ siècle qui ont laissé une empreinte culturelle forte. Parmi eux, on retiendra un mandarin artistique, Gérard Pfulg, esthète un temps fourvoyé en pédagogie, ainsi qu'un mandarin musical, mieux connu sous le titre d'abbé Bovet. Le premier impose le célèbre verrier français Manessier au nez et à la barbe de ses collègues et de l'évêque pour deux importantes commandes dans la cathédrale, laissant les artistes de la place écumer de rage. Le second est sans conteste le plus populaire des chanoines. Auteur d'un tube fribourgeois (*Le vieux chalet*), il a régné à Fribourg en maître (de chant) jusqu'au tournant des années 1950. On pourrait s'étonner de l'absence de François Charrière dans la galerie de portraits. Mais serait-ce légitime? Bien qu'ancré à Fribourg (professeur à l'Université, directeur de *La Liberté*), celui qui

sera le successeur de Besson en 1945 est un chanoine non résidant, c'est-à-dire un quasi étranger. Son absence est au contraire l'indice d'une synthèse équilibrée qui n'exagère pas l'importance de l'institution aux moments où son influence n'est plus prépondérante. Le pari est donc tenu sans un mot de trop, avec une iconographie soignée et quelques irrésistibles calembours. La qualité scientifique servie par une plume agile et volontiers tordante – mais jamais tordue.

*Stéphanie Roulin, Fribourg (avec l'aimable participation de Paul Cantonneau, Givisiez)*

Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier: **Des grèves au pays de la paix du travail.** Lausanne, AEHMO, Editions d'en bas, 2012. 190 pages, n° 28.

Les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* ont consacré leur numéro 28 au sujet des grèves en Suisse (XIX$^{e}$–XX$^{e}$ siècle). Avec des contributions concernant les trois régions linguistiques, les différents auteurs ont réalisé un volume de bonne facture. S'ajoute à ces six articles une synthèse de Stéphane Sirot sur l'évolution de la pratique de la grève en Europe occidentale.

Une riche introduction rédigée par Nelly Valsangiacomo, Charles Heimberg et Alain Clavien apporte quelques points de repère. Il est, par ailleurs, fort appréciable que cet exposé s'appuie également sur les travaux d'étudiants liés, en particulier, à l'enseignement de Nelly Valsangiacomo et de Carole Villiger à l'Université de Lausanne.

Christian Koller, en se basant essentiellement sur l'étude de la presse, analyse les discours anti-grévistes à l'aune du caractère «anti-suisse» décrété par différents rédacteurs. Pour ces derniers, faire grève ne correspond pas à une attitude digne de la nation. Une manipulation étrangère – provenant souvent de Moscou à partir de 1917 – serait généralement à l'origine des conflits. C. Koller évoque l'existence de théories du complot à ce sujet.

Joël Varone étudie la grève aux usines d'aluminium de Chippis en Valais (1954). Selon l'auteur, cette grève a été réalisée loin des instances centrales du syndicat, en particulier de la FOMH (Fédération des ouvriers sur métaux et de l'horlogerie, aujourd'hui intégré au sein d'UNIA). Il remarque l'autonomie des cadres syndicaux par rapport aux autres ouvriers, ainsi que des intérêts antagonistes entre la FOMH et les travailleurs.

Michael Schmitz partage ce point de vue d'une organisation syndicale s'éloignant des travailleurs lorsqu'il analyse un conflit salarial dans la fabrique de machines Oerlikon (1955). Les cadres syndicaux agissent dans une grande indépendance vis-à-vis des ouvriers. Il faut noter dans cette optique que le respect des consignes de l'appareil syndical leur ouvre des opportunités de carrière au sein de la FOMH ou du Parti socialiste.

Mattia Pelli s'intéresse, pour sa part, au rapport des immigrés avec le fait syndical et à celui des syndicats avec les travailleurs étrangers, à partir de l'étude d'une aciérie tessinoise (1970–1972). Cet auteur estime que les syndicats ont adhéré à la doxa considérant l'immigration comme un phénomène temporaire lié aux besoins conjoncturels de l'économie. Cela est particulièrement vrai de ceux des membres de l'Union syndicale suisse (USS). Par conséquent, ils tendent à organiser leur action avant tout à l'égard des travailleurs autochtones. Les syndicalistes chrétiens semblent plus ouverts aux étrangers. M. Pelli nuance, par ailleurs, l'image souvent stéréotypée du travailleur immigré – en l'occurrence italien – comme agitateur des conflits.

Gabriele Rossi propose dans son article, grâce aux archives de la Fondation Pellegrini Canevaschini, différentes recensions des grèves tessinoises au XX^e siècle.

Stéphane Sirot nous rappelle, quant à lui, les césures chronologiques majeures des grèves en Europe occidentale à l'époque contemporaine. En premier lieu, cette pratique est réprimée. Puis, la fin du XIX^e siècle marque l'essor du monde ouvrier, et de la grève comme pratique sociale. Des procédés de régulation se mettent alors en place avec, parfois, la participation des pouvoirs publics.

Après la Seconde Guerre mondiale, on assiste à des formes d'institutionnalisation. S. Sirot distingue, à partir de ce moment, deux grands modèles. En Europe du Nord-Ouest, la revendication et la négociation doivent précéder le conflit. En France et en Europe du Sud, la conflictualité paraît ascendante jusqu'à la fin des années 1970. Puis, il y a un reflux.

Enfin, Frédéric Deshusses nous présente un texte de Fritz Brupbacher daté de 1913–1914. Ce médecin zurichois, démissionnaire du Parti socialiste en 1921, met en exergue la répression du mouvement ouvrier par différents responsables du PS exerçant le pouvoir. F. Brupbacher conclut son texte ainsi:

> «Les organisations politiques sont celles à qui l'énergie nécessaire pour lutter contre le mal a fait le plus défaut. Est-il étonnant qu'on en soit arrivé à cette croyance que ce ne sont pas les organisations politiques, mais les syndicats, qui pourraient devenir les médecins du Parti?» (p. 62)

A lire les autres contributions, on en doute.

En résumé, l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) a réalisé un numéro de qualité. On y trouve, à travers les différents articles, la mise en valeur d'une grande richesse archivistique. De surcroît, l'idée récurrente d'une autonomie des appareils syndicaux par rapport à leur base constitue un champ d'investigation très pertinent. Elle interroge les relations de pouvoir au sein des organisations syndicales. A en croire plusieurs contributions, ces rapports de force ne profitent que secondairement aux principaux intéressés: les ouvriers. *Fabrice Bertrand, Lausanne*

Isabelle Vonèche Cardia: **Neutralité et engagement, Les relations entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Gouvernement suisse 1938–1945.** Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, 2012. 279 pages.

L'histoire du CICR pendant la Deuxième Guerre mondiale demeure etonnamment inexplorée par les historiens. Il existe certes des études traitant du CICR face aux déportations ou d'autres problématiques propres à cette période, mais les questions ouvertes sont encore nombreuses. La publication d'une étude consacrée au CICR durant la guerre est donc plus que bienvenue. Dans son livre, Isabelle Vonèche Cardia propose de se pencher sur les relations entre le CICR et la Confédération durant la Deuxième Guerre mondiale et de mettre en lumière leur complexité. Elle a pour ambition de donner un nouvel éclairage à cette relation et à l'histoire du CICR pendant la guerre. Elle veut démontrer à quel point ces deux acteurs ont été liés par des intérêts communs et comment ils se sont imbriqués.

Les archives du CICR et celles du Département politique fédéral ont fourni la majorité des sources. Ces deux corpus sont utilement complétés par quelques archives personnelles des membres du CICR et par une dizaine d'entretiens

menés avec des anciens collaborateurs de l'institution. Ces entretiens permettent de combler partiellement les lacunes des sources et d'exprimer des opinions personnelles sur certains événements. L'auteure reprend en outre largement certaines des thèses exposées dans les publications de François Bugnion. Ce dernier semble d'ailleurs avoir eu une forte influence sur sa pensée.

Isabelle Vonèche Cardia fractionne sa recherche en trois parties chronologiques. Dans la première, elle s'intéresse aux origines du CICR et au «terreau» que représente la Suisse pour l'institution. Elle met en évidence les liens très forts qui unissent le CICR à la Suisse à travers certaines facettes comme la neutralité, la composition du Comité et l'intégration de membres du gouvernement dans celui-ci, ou encore les soutiens financiers et diplomatiques de la Confédération. Cette première partie se conclut par une présentation intéressante de la préparation conjointe qui se met en place dès 1938 à travers, entre autres, un plan de neutralité active. Ce plan lie fortement le CICR à la neutralité suisse dans une sorte de communauté de destin.

Dans un deuxième temps, l'auteure se penche sur la période de guerre qui va de 1939 à 1942. Là, elle souligne l'étroite collaboration qu'il y a entre le CICR et la Confédération, décrit une partie des activités du CICR et revient sur les interrogations liées à une hypothétique invasion de la Suisse et à ses conséquences sur l'institution. Contrairement au premier conflit mondial, le gouvernement met lui aussi en place des actions humanitaires autonomes dans ce qu'Isabelle Vonèche Cardia appelle une «étatisation de l'humanitaire». L'humanitaire devient un outil politique et Berne veut contrôler cette aide via un délégué du Conseil fédéral. L'homme choisi pour cette tâche est un membre du Comité, ce qui montre la place à part qu'occupe le CICR dans le paysage humanitaire. L'auteure revient aussi en arrière et dresse un bref historique des interventions du CICR face aux violations du Droit depuis la Grande Guerre jusqu'au second conflit mondial.

Il est enfin question, dans un troisième temps, de la période qui va de 1942 à 1945. Cette partie est appelée à juste titre «émulation et concurrence». On y voit en effet la continuation de la collaboration entre CICR et Confédération, mais aussi certains points de divergence. Des tensions apparaissent lors de l'affaire des menottes, impliquant punitions et représailles sur des prisonniers en mains allemandes et britanniques. Cet événement amène les deux acteurs à agir en même temps, mais sans toujours se coordonner. Le CICR se sentira même mis à l'écart des négociations par Berne. L'auteure revient ensuite sur la question délicate du non-appel d'octobre 1942, lorsque le CICR décide de garder le silence face aux déportations. Contrairement à l'analyse de Jean-Claude Favez, qui imputait ce silence à des pressions de la Confédération, Isabelle Vonèche Cardia estime que malgré l'influence de certains des membres du Comité liés avec Berne, c'est en tant que membres du CICR qu'ils ont réussi à imposer leurs vues, à savoir ne rien dénoncer. Enfin, l'auteure revient sur trois problématiques survenant à partir de 1943 et qui illustrent le changement de politique humanitaire de la Suisse. Elle s'intéresse ainsi au massacre de Katyn, à l'élargissement de l'aide du CICR, en particulier pour les Juifs de Hongrie, et à l'action qu'a menée l'institution pour les internés en Suisse. Comme auparavant, elle souligne les points de convergence et de divergence entre CICR et Confédération.

L'intérêt de ce livre est donc bien réel puisqu'il aborde une problématique encore très peu connue. Les événements narrés contribuent à une meilleure connaissance du CICR pendant cette période et des liens qu'entretenait cette insti-

tution humanitaire avec la Confédération. Mais si ces relations sont décrites à travers un spectre assez vaste d'activités ou d'événements, on peut regretter que l'ouvrage n'aille pas plus en profondeur. A vrai dire, il souffre de sa taille. Un tel sujet aurait mérité un traitement plus large dans un ouvrage plus conséquent et cette brièveté empêche l'auteure d'y développer des analyses poussées. Le phénomène est d'autant plus fort que tout le début du livre et une partie du chapitre 5 sont consacrés à une présentation du CICR et des rapports de celui-ci avec la Suisse avant la guerre. Même si cette mise en contexte est intéressante pour le néophyte, elle atrophie les parties traitant directement du sujet. Le texte est dès lors trop court pour épuiser une telle problématique et reste superficiel sous certains de ses aspects.

Dans le même ordre d'idées, on peut regretter une certaine retenue dans les propos de l'auteure, qui parle surtout des intérêts communs entre les deux acteurs et ne développe pas vraiment les tensions survenues par moments. Sur certains sujets, elle ose pourtant présenter de nouvelles analyses, comme lorsqu'elle nuance l'étude de Favez et accable le CICR sur le non-appel de 1942. Mais dans l'ensemble, elle fait preuve de beaucoup de retenue dans ses affirmations et cherche plus à souligner la «convergence totale des valeurs et des buts» que les tensions et sujets de discorde. Malgré ces réserves, le livre d'Isabelle Vonèche Cardia a le grand mérite de présenter au public un aspect méconnu de l'histoire de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale et contribue à combler quelque peu ce vide historiographique. Il apporte enfin un jalon de plus pour une meilleure compréhension de l'action du CICR durant cette période et de ses implications avec la Suisse en général. *Cédric Cotter, Université de Genève*